

FAITS SAILLANTS

- Près de 480 000 personnes actuellement en crise et urgence alimentaire et 3,5 millions de personnes sous pression.
- Des dizaines de milliers de personnes déplacées à titre préventif à Diffa.
- Besoin immédiat de 15 000 tentes pour les nouveaux déplacés à Diffa.
- 316 millions recherchés par les humanitaires pour 2016.

CHIFFRES CLÉS

Nb. de réfugiés nigériens (DREC 24 nov. 2015) 97 744

Nb. de retournés nigériens à Diffa (DREC 24 nov. 2015) 68 366

Nb. de PDI – certains pourraient figurer parmi les déplacés préventifs- (DREC 24 nov. 2015) 58 926

Sécurité alimentaire, nb. de personnes ciblées en 2016 (Source : HRP 2016) 1,5 million (Hommes 746 000, femmes 754 000)

Nutrition, nb. de personnes ciblées en 2016 (Source : HRP 2016) 1,5 million (Hommes 1,2 million, femmes 356 000, enfants 1,2 million)

FINANCEMENTS

376 millions fonds requis (en US\$)

45 % financés



Crédit : Plan Niger

Au sommaire

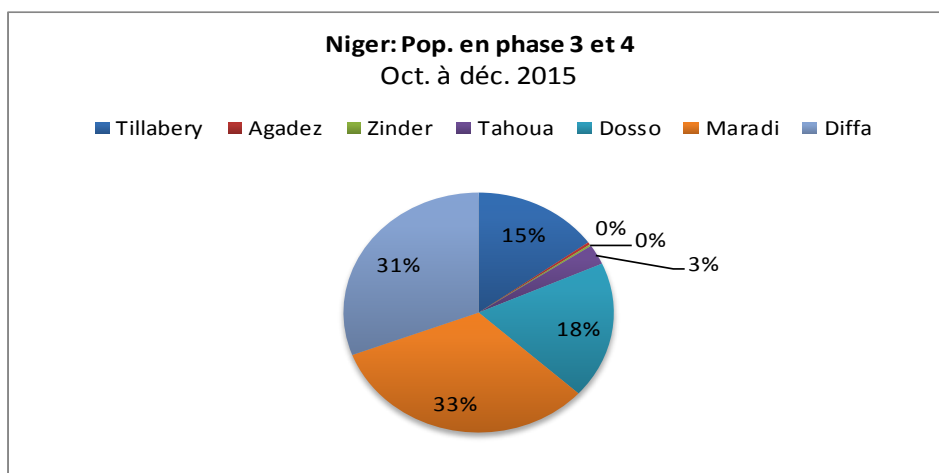
- Situation alimentaire P.1
- Mouvements de populations P.2
- Appel de fonds humanitaire P.4

Situation alimentaire au dernier trimestre

Environ 480 000 personnes sont en situation de crise (phase 3) ou d'urgence (phase 4) alimentaire pour la période allant d'octobre à décembre 2015, selon les résultats du Cadre Harmonisé¹ d'analyse de l'insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest publiés en novembre. Au total 405 000 personnes étaient touchées l'année dernière à la même période. Les régions de Maradi et de Diffa sont les plus affectées. Le graphique ci-dessous indique la répartition du nombre total de personnes en phase 3 et 4 par région.

480 000

Personnes en situation de crise et d'urgence



3,5 millions

Personnes sous pression

La population sous pression (phase 2) est, quant à elle, estimée à environ 3,5 millions de personnes² contre 2,1 millions au dernier trimestre de 2014. En outre, l'analyse du Cadre Harmonisé fait ressortir que 833 824 personnes seront en phase 3 et 4 entre juin et août 2016 pendant la période de soudure si l'assistance n'est pas fournie à temps aux populations en insécurité alimentaire et celles sous pression.

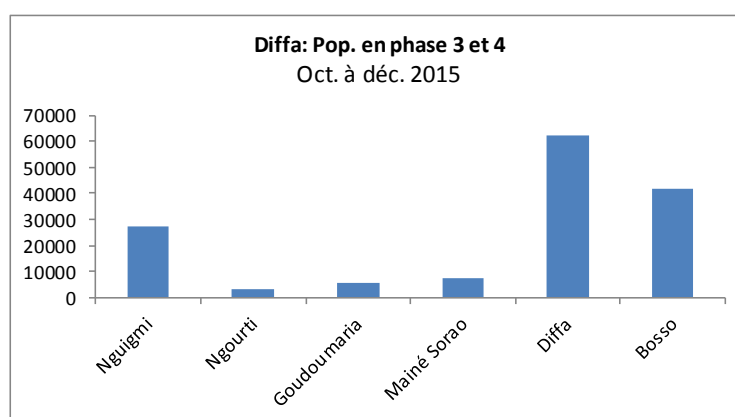
¹ Le CH est un cadre analytique global des dispositifs nationaux et régional de prévention et de gestion des crises alimentaires par la prise en compte des différents indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'inférence des facteurs contributifs.

² Les données du cadre harmonisé estimaient à 405 000 le nombre de personnes en phase 3 et 4 en octobre - décembre 2014 tandis les personnes en phase 2 étaient de l'ordre de 2 168 000 personnes.

La région de Diffa où 147 500 personnes en phase 3 et 4³ ont été identifiées pour la période octobre-décembre 2015, est l'une des plus touchées dans le pays. La population en phase de crise ou d'urgence alimentaire dans cette région représente 31 pour cent de la population nationale affectée (cf. graphique page 1). Par ailleurs, le Cadre Harmonisé estime à 184 431 le nombre de personnes sous pression dans la région pour cette même période. Les départements de Nguigmi, Bosso et Diffa sont en phase 3 tandis que ceux de Mainé Soroa, Goudoumaria et Ngourti sont en phase 2.

31%

Des personnes affectées analysées enregistrées dans la région de Diffa.



L'insécurité alimentaire dans la région de Diffa est aggravée, entre autres, par les mouvements continus des réfugiés, retournés et personnes déplacées internes, l'insécurité affectant les zones de production agricole, la réduction des flux d'approvisionnement des marchés et l'insuffisance des activités génératrices de revenus des ménages.

Diffa : le nombre de personnes déplacées s'accroît

En décembre, le PAM a fourni une assistance alimentaire et nutritionnelle composée de 539 tonnes de vivres et d'intrants nutritionnels à 26 000 déplacés 'préventifs' dans les communes de Chétimari, Gueskéro, Kabléwa et Maîné Soroa. Cette assistance vise à couvrir leurs besoins alimentaires pour un mois.

Plus de 94 000 personnes obligées de se déplacer de façon préventive

Les attaques menées par Boko Haram au Niger depuis octobre ont causé le déplacement d'environ 94 000 personnes vers des zones estimées plus sûres dans la région de Diffa selon les autorités régionales. Elles se sont déplacées vers les grands centres urbains comme Bosso et Toumour, dans le Département de Bosso, et le long de la route nationale de Mainé Soroa à Kindjandi. Certaines d'entre elles ont déjà effectué des déplacements antérieurs pour des raisons sécuritaires.

Le Gouvernement et ses partenaires humanitaires, avaient fourni de l'assistance alimentaire à plus de 37 500 personnes en déplacement préventif au 11 décembre. Toutefois la réponse aux besoins en abris et biens non alimentaires ainsi que ceux en eau, hygiène et assainissement doit être accélérée au vu de la vulnérabilité de ces personnes.

Les besoins immédiats pour améliorer les conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement de ces déplacés incluent, entre autres, la construction de 326 forages et l'aménagement de près de 3 500 latrines.

³ Il est à noter que le Cadre Harmonisé n'a pas analysé la situation de la population de la commune de Diffa.

Besoin urgent de 15 000 tentes

Les personnes en déplacement préventif ont un besoin urgent de 15 000 tentes selon les autorités. Le Gouvernement et ses partenaires dont l'OIM sont en train de mobiliser des ressources nécessaires pour les assister dans les meilleurs délais. Les besoins en abris restent cruciaux durant la saison froide qui s'étale de novembre à février. Durant cette période, les populations et surtout les enfants sont exposés à des risques d'infections respiratoires aiguës.

En dehors des tentes, les déplacés ont d'autres besoins immédiats en biens non alimentaires⁴.

La majorité des réfugiés⁵, des déplacés et des retournés vivent soit dans des familles d'accueil soit dans des abris de fortune précaires. Le caractère continu des déplacements et la vulnérabilité des familles hôtes ont pour conséquences l'amenuisement de leurs capacités d'accueil et une augmentation des besoins en abris.



Diffa, décembre 2015 - Les abris restent une priorité pour des milliers de ménages. D'après les résultats des évaluations, disposer d'un abri est le besoin le plus urgent après la nourriture pour la plupart des déplacés. Crédit: OCHA/ Adamou Moussa



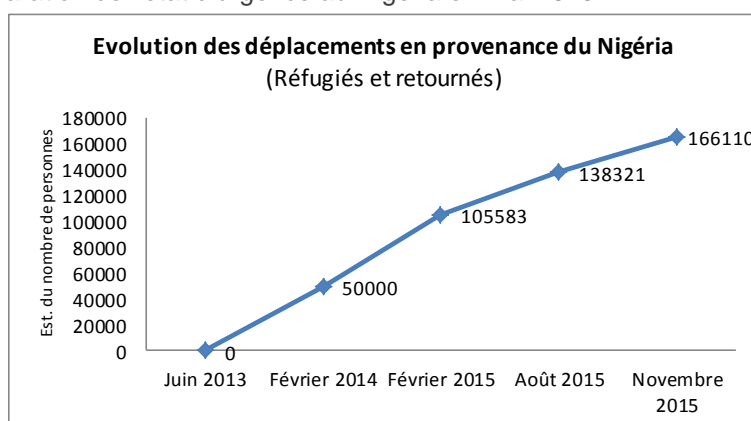
⁴ Ces besoins sont les suivants : 52 694 couvertures, 46 562 moustiquaires, 47 123 nattes, 46 356 seaux, 607 690 pièces de savon, 85 466 gobelets, 17 954 kits d'hygiène et 447 balles de friperie (source : CCH au 11 décembre).

⁵ Sur environ 97 7445 réfugiés dans la région de Diffa, seuls 5 000 personnes sont dans les camps.

Le Niger a connu ses premiers mouvements de déplacements internes de population en février 2015 à la suite des attaques que Boko Haram a menées dans les départements de Bosso et Diffa. Depuis lors, d'autres attaques ont aussi occasionné des déplacements internes de personnes. L'évacuation des villages des îles du Lac Tchad pour des raisons sécuritaires, en mai 2015, a aussi causé de nombreux déplacements. Les personnes déplacées internes étaient estimées à 58 926⁶ au 24 novembre. Certaines d'entre elles pourraient figurer parmi les déplacés 'préventifs'.

Plus de 166 000 réfugiés et retournés en provenance du Nigéria

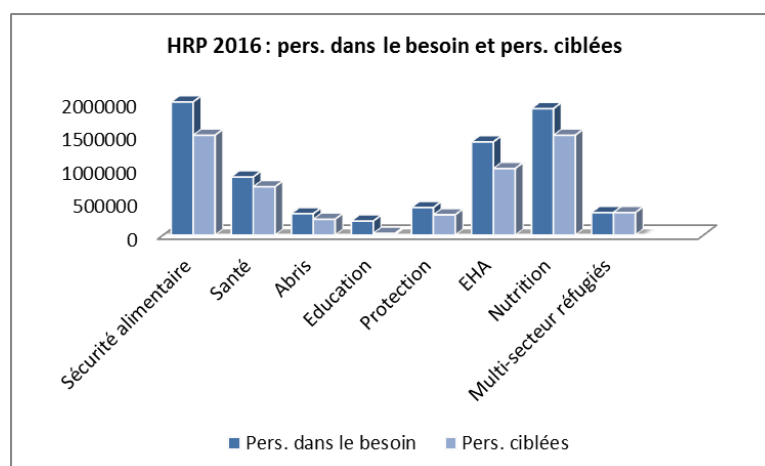
Selon les données de la Direction régionale de l'état civil (DREC), le nombre de personnes ayant fui les violences au Nigéria a plus que triplé entre février 2014 et novembre 2015 (cf. graphique ci-dessous). Les premiers mouvements de populations, aussi bien de réfugiés du Nigéria que de retournés nigériens, ont eu lieu peu de temps après la déclaration de l'état d'urgence au Nigéria en mai 2013.



316 millions de dollars recherchés en 2016

Le Gouvernement du Niger et ses partenaires humanitaires ont lancé, le 11 décembre 2015 à Niamey le Plan de réponse humanitaire du Niger pour 2016. La cérémonie de lancement a été présidée par son Excellence M. Brigi Rafini, Premier Ministre du Niger en présence de M. Fodé Ndiaye, Coordonnateur Humanitaire, de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que de représentants des donateurs, des organisations humanitaires et des médias.

Au total, 1,5 million de personnes, soit environ 75 pour cent de la population dans le besoin sont ciblées par ce PRH à travers lequel 316 millions de dollars sont recherchés. On note ainsi une baisse d'environ 60 millions de dollars par rapport aux fonds demandés en 2015. Cette diminution reflète l'évolution des besoins, la prise en compte du plan de



⁶ Source DREC.

réponse du Gouvernement et les plans mis en œuvre par des acteurs humanitaires en dehors du PRH.

Les objectifs stratégiques visés par le PRH de 2016 sont les suivants :



Au total, 28 organisations humanitaires ont soumis 80 projets, à travers le PRH pour 2016, dans les différents secteurs de l'assistance humanitaire, à savoir la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les abris et les biens non alimentaires, la protection, l'éducation, la logistique et le multi-secteur pour les réfugiés. Lien vers le communiqué publié à l'occasion du lancement : <http://bit.ly/1QOBY5N>
 Au 15 décembre, l'appel de fonds humanitaire au Niger pour l'année 2015 avait mobilisé 167 millions de dollars, soit 45 pour cent des fonds recherchés selon le service de suivi financier d'OCHA (FTS).

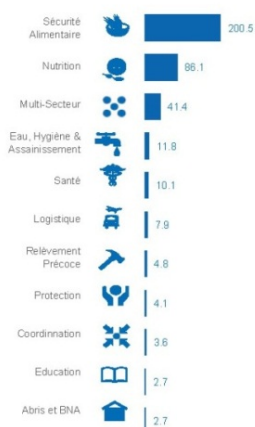
FINANCEMENT: PLAN DE REPOSE STRATEGIQUE 2015

\$ 376 millions
 DEMANDES (US\$)

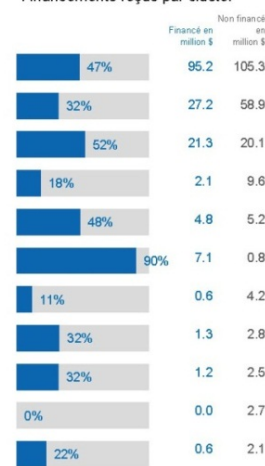
45%
 FINANCES

\$ 167 millions
 RECUS (US\$)

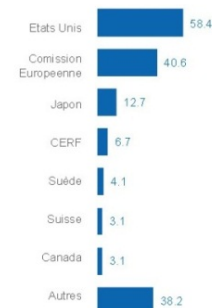
Besoins par cluster (en million \$ US)



Financements reçus par cluster



Contributions par bailleur (en million \$ US)



En bref

Méningite : prévenir la maladie et se préparer à la réponse

Du début de l'année au 6 décembre, 8 552 cas de méningite dont 576 décès ont été enregistrés au Niger après cinq années d'accalmie, selon les autorités sanitaires.

Des experts de 17 pays africains étaient réunis à Niamey du 2 au 5 décembre en vue d'élaborer une stratégie de riposte contre la méningite et les épidémies en Afrique.

Selon le Représentant de l'OMS au Niger, Dr Pana Assimawé, "tous les pays africains de la ceinture de la méningite sont à risque (d'épidémies) et doivent renforcer leur préparation pour 2016", avertissant que « le risque est jugé plus important pour des zones comme le Niger et le Nigeria » où la couverture vaccinale contre la méningite n'est pas complète. Pour 2016, les interventions du Cluster Santé ciblent 15 000 personnes à risque de méningite.

Journée mondiale de lutte contre le Sida

La Journée mondiale de lutte contre le Sida a été célébrée au Niger le 1er décembre 2015. Au Niger, l'accent a été mis sur la promotion du dépistage volontaire chez les migrants et les routiers. Peu d'actions spécifiques de la lutte contre les IST et le VIH/Sida sont menées sur les sites accueillant les réfugiés et les déplacés dans le pays. Les structures de santé rencontrent quelques fois des difficultés pour assurer la prise en charge générale des réfugiés et déplacés faute de personnel suffisant, de moyens logistiques, de réactifs de labo et de médicaments y compris les ARV. Une étude sur la vulnérabilité des populations réfugiées dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéry a été entreprise en octobre 2014 par la Coordination Intersectorielle de Lutte contre les IST et le VIH/Sida avec l'appui du Système des Nations Unies. Les résultats de cette étude seront bientôt validés et un plan d'action sera élaboré au cours de cette validation.

La redevabilité envers les communautés

Un atelier sur la redevabilité des organisations humanitaires envers les communautés a regroupé le 18 novembre 2015 à Niamey les coordonnateurs des clusters, les coordonnateurs et les ONG Co-facilitatrices. Cet atelier, facilité par le IASC (Comité permanent inter-organisation), a permis aux participants d'échanger sur la nécessité pour les acteurs humanitaires de mieux communiquer avec les communautés vulnérables à toutes les étapes du cycle de projet humanitaire. Une task force a été créée pour établir un plan d'action sur la redevabilité collective de la communauté humanitaire envers les populations dans le besoin quant à la stratégie et la mise en œuvre des programmes.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tél. (+ 227) 96 00 94 98

Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+227) x99 71 71 39

Boubacar H. Abdoulaye, Assistant Chargé de l'Information Publique, boubacarhamanil@un.org, Tél. (+227) 97869615

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/niger> | www.unocha.org | www.reliefweb.int